

le

ce que l'ice

BIMESTRIEL N° 7

ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE

ISSN 1264-9112 JUILLET 1996 - 10 F

Il n'y a pas que les vaches qui sont folles

Notre société toute entière déraile. Les marchés publics sont truqués, les travaux surfacturés, les logements attribués à ceux qui n'en ont pas besoin, la classe politique confond le bien public et les biens privés, les chefs d'entreprise trafiquent tant qu'ils peuvent, s'enrichissent au-delà de ce qu'on peut imaginer... et quand la justice s'en mêle, ils prennent des airs offusqués et s'arrangent même pour faire classer les affaires un peu trop gênantes. Ça ne marche pas à tous les coups car il y a des juges qui font leur boulot. Quand ça arrive on entend le ministre de la justice déclarer qu'ils (les juges) n'ont pas vocation à sauver l'ordre moral alors qu'ils sanctionnent simplement des manquements à la loi. Mieux, on leur met des bâtons dans les roues en confiant certaines affaires à des juges plus complaisants ou en interdisant à des flics de les assister dans leurs investigations ou quand ces derniers ne suppriment pas, purement et simplement, des preuves. Le pouvoir actuel veut soumettre la justice, seule institution qui, par sa fonction, peut dévoiler le fonctionnement pervers et perversi de l'Etat et de la société. Il y a bien longtemps que les partis d'opposition ne les gênent plus (ils ont eu, en leur temps, les mêmes pratiques) que des contre-pouvoirs n'existent plus vraiment -les syndicats négocient, les associations mentent-, seul le FN se frotte les mains, à chaque affaire, son audience grandit. Quand le fonctionnement de la justice est entravée, quand des magistrats doivent leur promotion au ministre de la justice, quand les médias sont muselés (ce qui est en train de se passer sur les radios publiques), la démocratie est menacée car elle est confisquée au bénéfice d'une caste et le terrain est préparé pour ces dangeureux manipulateurs aux idées simples et simplistes qui développent la haine, la xénophobie, la violence et nous conduisent vers une société totalitaire ou même l'idée de justice ne pourra pas s'exprimer. ■

Emma

LE FRONT DE BOEUF N'EST PLUS D'EXTRÊME-DROITE



QU'EST QU'ILS VOUS ONT FAIT LES HOMMES
POUR VOULOIR LEUR FILER LA C'RISE
C'EST P'TET DES POIRES C'EST P'TET DES POMMES
MAIS LAISSEZ-LEUR AU MOINS LA CH'MISE
Y' EN A MARRE...Y' EN A MARRE...

LEO FERRE

Interdits de séjour !

D. Baudis, primé deuxième au palmarès des Maires de droite, le doit sans doute à son inépuisable hypocrisie. Comment faire pour éjecter les SDF du centre ville sans prendre un arrêté leur interdisant de stationner et de se regrouper comme l'ont fait quelques uns de ses collègues qui ne se soucient pas autant de leur image ?

En s'attaquant aux chiens, on vise les SDF. En effet, qui peut être concerné par l'obligation de graver sur une plaque de métal le nom et l'adresse du propriétaire du chien et par l'interdiction de « regroupement par leurs maîtres, de chiens, même tenus en laisse » de 10 à 22 heures dans un périmètre plutôt bien fréquenté, le centre ville, les jardins, les squares ?... Les chiens bien propres sur eux, de propriétaires bien pensants, sont non seulement identifiés mais tatoués et puis ils sont tenus en laisse et ne dérangent personne et s'ils se regroupent pour bavarder un peu à l'ombre du marronnier, quel est le flic qui viendra les déranger pour leur dire de circuler ? En revanche, si ces mêmes flics rencontrent une bande de va-nu-pieds accompagnés de leurs chiens, endormis à leurs pieds et même s'ils n'agressent personne... s'ils sont là à causer, peut-être à manger ou à dormir et qu'ils ne dérangent vraiment personne – sauf que ça ne fait pas propre dans le paysage –, que feront-ils ? Ils appelleront la fourrière qui embarquera leur chien, et pour le récupérer il faudra payer... l'amende et le prix de séjour. Pas de problème quand on vit, au mieux, avec le RMI. Si vous répétez plusieurs fois l'opération il y a des chances soit que les chiens soient abandonnés à la fourrière (il faut y aller, c'est pas tout près ni facile d'accès !) soit que les SDF aillent squatter les endroits « non interdits ».

Le maire aura-t-il réussi son opération de charme « commerçants » et donné à la ville son caractère aseptisé qui bientôt fera fuir tout le monde

Les chiens, quand ils ont de la compagnie, ils s'dérangent et posent leur os comme on pose sa cigarette quand on a quelque chose d'urgent à faire, même et de préférence si l'urgence contient l'idée de vous foutre sur la margoulette. Je n'écris pas comme De Gaulle ou comme Perse, je cause et je gueule comme un chien, Je suis un chien !
L.F.

y compris les touristes car une ville où toute marque de vie a disparu est une ville morte ? Et puis gommer les indésirables de la ville ne fera pas disparaître leur réalité. On aura beau se barricader, les éloigner, ils continuent à exister. L'hypocrisie du maire qui feint de s'occuper des chiens et en réalité vise des personnes est à l'image de

cette société qui fait semblant de s'occuper des exclus et des chômeurs et qui par ailleurs laisse faire les licenciements, les expulsions, les délocalisations... augmentant ainsi le nombre des SDF à qui on n'autorisera même plus la compagnie d'un chien ! ■

Emma

FRANÇOISE ACCRO AUX STRAPONTINS



Coquelicot - Juin 96

Directeur de publication : Patrick Leclerc
Equipe de rédaction : Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Roselyne Serra.
Prix du numéro : 10 F
Abonnement : 5 numéros : 50 F
Abonnement : de soutien : 100 F
Boîte postale : 4078 31029 Toulouse Cedex
Commission paritaire : 760/95
Ont été mis à contribution pour ce numéro : Jean-Marc, Caillou Enraciné, Emma, Juanito, Patrick, R. Vaporetto, Roselyne, Christophe Soulié, Dessins de P. Rouault, et de Charlie Heblo. Les articles sont sous la responsabilité de leur auteur. Imprimerie spéciale - Le coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 100 F
- soutien : 100 F

le coquelicot

Nom :
Prénom :
Adresse :

La culture libertaire

Faire se rencontrer l'Anarchie et l'Université n'est pas le moindre paradoxe du colloque sur la culture libertaire qui s'est déroulé durant trois jours à l'Université de Grenoble en mars dernier. L'Université, institution fortement hiérarchisée, un des lieux d'exercice de la violence symbolique par les verdicts qu'elle rend et qui légitime les écarts sociaux. L'anarchie, en théorie, en est la négation par le principe même d'égalité qui constitue son socle. Pourtant l'Atelier de Création Libertaire (ACL) de Lyon et le Centre de Sociologie des Représentations de l'Université de Grenoble 2 ont relevé ce défi et l'ont pleinement assumé.

Les murs ont quelquefois des lézardes et cette métaphore peut s'appliquer à ce qui s'est passé au cours de ce colloque. Ambiance de travail, amphitheâtre plein comme un jour de rentrée (c'est vrai, c'était un petit amphitheâtre, 200 à 300 personnes, serrées comme des sardines), des participants très divers: des jeunes, des vieux, des militants, des étudiants, des femmes, des hommes. Impossible de dégager un portrait robot du participant et c'est plutôt rassurant, non?

« La subversion est-elle transmissible ? »

« La Subversion est-elle transmissible ? Peut-elle s'apprendre comme une langue ? » C'est par ces interrogations qu'Alain Pessin a ouvert la réflexion. A questionnement complexe, interventions très denses. C'est ce qui a sans doute constitué la difficulté pour le béotien de base. Début des travaux : 9 heures, clôture : entre 18 et 19 heures. Au milieu, 2 heures de pause. Le devoir de réflexion a largement supplanté le droit à la paresse.

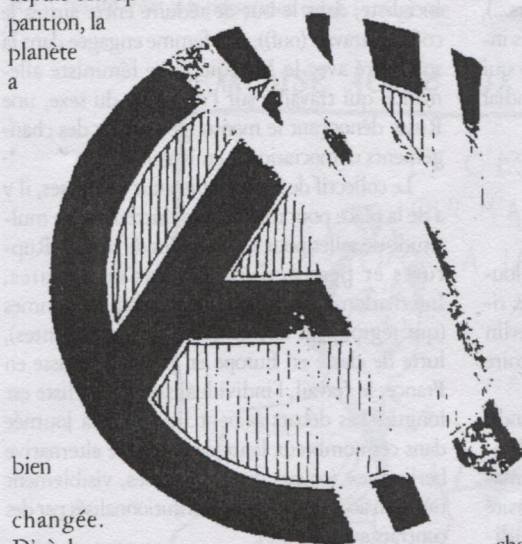
L'Anarchie est plurielle. C'est ce qui en ressort, avec des intervenants venus de France, d'Espagne, d'Argentine, des Pays-Bas, d'Angleterre, d'Italie, de l'Île d'Oléron, de Suisse ou encore des États-Unis. Certains sont universalistes, enfants des Lumières, d'autres sont relativistes, touchés par la critique post-moderne. Certains sont syndicalistes, d'autres psychanalystes, communistes, écologistes, jusqu'à des individualistes forcenés se référant au Romantisme allemand du XIX^e, sans oublier les surréalistes. Certains sont rupturistes, d'autres possibilistes. Certains ont des pratiques politiques, d'autres des pratiques sociales ou culturelles, sans oublier ceux qui n'ont aucune pratique du tout. Toute cette réalité s'est exprimée pendant trois jours. Mais cette densité a sans doute trop raccourci le débat.

Nous retiendrons deux interventions : celle de l'historien Ronald Creagh et celle du psychanalyste Roger Dadoun, c'est-à-dire d'une part l'Anarchie replacée dans un contexte historique et d'autre part l'Anarchie replacée dans sa dimension individuelle et sociale.

Ronald Creagh et l'approche historique.

Pour les historiens, rappelle Ronald Creagh, la continuité du mouvement anarchiste c'est le refus de toute domination, le rejet de l'État, la liberté

des individus et le rejet du système représentatif. Pourtant, constate-t-il, depuis son apparition, la planète a



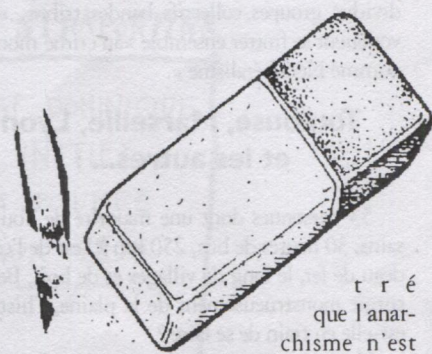
bien

changée.

D'où la question, si la doctrine reste immuable, sa base sociale a-t-elle changé ? Creagh voit deux époques dans le mouvement anarchiste : l'âge classique avec Proudhon, Bakounine, Malatesta, qui portent une vision unifiée du monde, avec la révolution comme nécessité historique et le développement du progrès avec la science. C'est une vision moderniste. Puis un anarchisme contemporain éclaté. Entre les deux Hiroshima et les camps de la mort qui portent un coup d'arrêt à cette idée que la science est une source de progrès. Le mouvement anarchiste se retrouve éclaté entre ces deux pôles : les révolutionnaires et les alternatifs. Des fractions multiples affrontent le système, des écologistes aux squatters en passant par les pacifistes, etc.

Y-a-t-il des tendances nouvelles qui apparaissent ? Pour Creagh, depuis la fin des années 60, l'anarchisme est devenu un mouvement de masse avec des organisations et des sympathisants à leur périphérie, mais aussi un anarchisme immergé, avec l'apparition de nouveaux terrains de lutte, la musique Rock, la SF, etc. C'est ce qu'il appelle la mouvance libertaire et qu'il définit comme un phénomène nouveau. Mais il ne s'agit pas d'opposer les uns aux autres. Les organisations conservent la mémoire et constituent un pôle de stabilité et de référence. Les autres constituent la force du mouvement par leur dispersion et leur ébullition. Par ailleurs, dans notre contexte de perte de légitimité des pouvoirs, l'anarchiste, estime Creagh, est

une figure de l'incorruptible. Le monde change. Il faut approfondir les concepts, notamment celui de la révolution. La révolution russe nous a mon-



tré que l'anarchisme n'est pas forcément au bout de la révolution.

Alors, action éducative ou aventure militaire ? That's the question. D'autre part Michel Foucault a bien montré que la domination ne vient pas seulement de la pyramide mais aussi de multiples réseaux, dont, à un moment donné, nous pouvons être les agents. Alors que faire ? Pour Ronald Creagh, il n'y a pas de lutte finale mais une multitude de luttes partielles sur différents fronts. Il y a eu aussi des déplacements au sein de l'imaginaire anarchiste, avec l'idée de fracture plutôt que celle de révolution. Enfin l'espérance révolutionnaire n'est plus fondée sur la science mais sur un fantastique, sur un imaginaire.

L'anarchisme a trois défis à relever, celui de l'exclusion, celui du tiers monde et celui du travail. C'est sur ces trois terrains qu'il devra trouver un nouvel ancrage.

Roger Dadoun et l'approche psychanalytique.

Roger Dadoun, lui, est revenu plus précisément à la problématique du colloque : qu'est ce que la culture ? Qu'est une voie libertaire dans ce domaine ? Où est le point d'origine dans laquelle elle s'ancrerait ? Partant d'une contradiction relevée par d'autres intervenants, à savoir que la culture c'est quelque chose qui en impose et qu'être libertaire c'est refuser de s'en laisser imposer, Dadoun a remonté la piste libertaire et son rapport à la culture.

D'abord, il y a deux manières d'être cultivé. Je peux connaître la théorie anarchiste, m'insérer dans un créneau universitaire en tant que spécia-

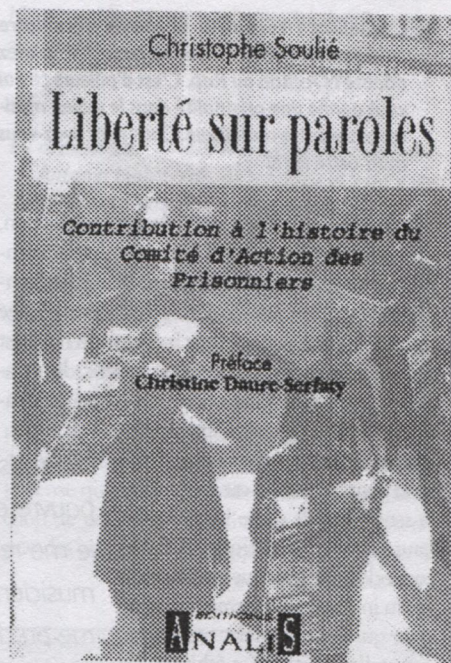
liste mais n'être pas anarchiste. Ou bien ma culture libertaire peut résulter de mon implication dans le mouvement. C'est de cette culture-là que parle Dadoun. Mais là, tout se complique. Citation de Fernand Pelloutier : « L'art de se cultiver est de cultiver les autres pour qu'ils puissent se gouverner eux-mêmes ». Se gouverner soi-même. Qu'est-ce que le soi-même ? Autrement dit, qu'est-ce que le sujet ? Qu'est-ce qu'être homme ? Dadoun nous renvoie à Freud, à éros et thanatos, c'est à dire la pulsion de mort. Au centre de l'individu, le corps et la sexualité qui le règle et le dérègle. Renvoi sur Reich. Et nous arrivons à l'autorité, au pouvoir, qui a un rapport avec la pulsion de mort par la jouissance que procure le pouvoir pour le pouvoir. En français, ce terme est ambigu puisqu'il désigne deux réalités différentes : une autorité qui repose sur la compétence et une autre autorité qui est l'expression du commandement. C'est celle-ci surtout, que met en cause l'esprit libertaire. Ce qui amène aussi à une remise en cause de soi-même, retour à la case départ. Être soi-même, se remettre en cause ? Oui, mais ça n'est pas suffisant, il y a aussi le Surmoi, les pressions de l'in-

conscient, le moi idéal, des fantasmes plus ou moins profonds, le préconscient... autant d'obstacles pour être soi-même. Même si on arrive à les franchir il reste les problèmes des relations avec autrui, avec les institutions, avec les organisations, avec les pouvoirs, qui font obstacle au développement de soi-même. D'où conflit, d'où nécessité de subversion. Tout passe donc par la politique. Mais Dadoun montre bien que la piste libertaire conduit à un point extrême, par ce qu'elle exige d'accomplissement de l'individu et d'accomplissement politico-social.

Le prochain colloque aura lieu dans deux ans et s'intitulera : « Les incendiaires de l'Imaginaire ».
Christophe Soulié.

Auteur de « Liberté sur paroles, contribution à l'histoire du Comité d'Action des Prisonniers » aux Editions Analis...

et collaborateur de l'excellent « Cercle de Gramsci » de Limoges, que nous saluons ici avec une tendresse confraternelle.



« Ta ville sera ce parc si telle est ton ambition »

Interview de Claude Sicre, des Fabulous troubadours.

Le Coquelicot : Vous avez su marier dans votre musique tradition et modernité puisque vous avez adapté l'Occitan au Rap. C'est d'ailleurs ce qui vous donne une originalité dans le milieu musical entre autre toulousain. Comment avez-vous mûri cette idée?

Claude Sicre : C'est une très bonne question, car cette idée de tradition et modernité est complètement fautive. Notre style est bien plus complexe ; ce n'est pas du RAP, mais un mélange musical hybride inspiré des chanteurs du nord-est du Brésil, des chants berbères ou italiens, de la tradition populaire rurale occitane et des troubadours. Le blues est aussi un apport très important par sa musique mais aussi pour ses paroles car il exprime la sensibilité de toute la communauté noire d'Amérique. C'est à partir de cette idée que nous avons voulu inventer une forme propre à ceux qui habitent ici : musicale, culturelle, politique et éthique.

A partir de 1982 j'ai commencé à chanter tout seul. J'ai voulu initier une forme métissée, adaptée aux besoins de la société française avec une musique rudimentaire, très dépouillée. Lorsque le RAP est arrivé sur les ondes vers 1988, ce sont les gens et les médias qui ont fait la relation et qui ont dit « raptors ». En 1987 lorsque s'est créé

les « Fabulous troubadours » l'arrivée à mes côtés de J.-M. Enjalbert a apporté un plus, grâce à sa façon de sortir des sons originaux.

Je dirai aussi que la modernité n'est pas une affaire d'actualité car je trouve qu'Homère est bien plus moderne que Bernard Henry Lévy...

La forme musicale est, pour nous, notre premier message politique. Nous avons pour cela instauré un débat au travers du dialogue généré par la dualité de la question-réponse. Les paroles sont l'éclaircissement de la musique, mais les gens ont avant tout accroché à la musique qui est un message en soi. Ma musique est pauvre et dépouillée

Ma musique est pauvre et dépouillée et je me revendique musicien folklorique de rue ou de quartier et non un putain d'artiste ! Je chante, j'habite la rue, mon quartier et je ne suis chef de rien.

et je me revendique musicien folklorique de rue ou de quartier et non un putain d'artiste ! Je chante, j'habite la rue, mon quartier et je ne suis chef de rien. Cela me fait plaisir de vous le dire car vous, libertaires, vous pouvez le comprendre !

Vous développez une conception spécifique de la culture occitane, tu l'as d'ailleurs développé il y a quelque temps sur France-Inter. Cette conception renferme-t-elle une vision nationaliste de l'Occitanie, une conception culturelle dont la langue serait le vecteur principal ou bien une

conception de société fédéraliste basée sur une identité politique, économique et sociale spécifique à chaque région?

Rien de tout cela. Le problème occitan n'est pas socio-économique. Les gens de langue occitane n'ont jamais été minorisés économiquement ou socialement depuis qu'ils sont français. L'enjeu a été idéologique car le nationalisme français exigeait une culture unie. Le choix du peuple occitan a été l'abnégation de sa détermination ethnique et de sa langue, comme langue de communication, pour se fondre dans

une nation plus grande, tout en conservant sa langue de culture. Car le fondement de la culture occitane est pluriculturelle, antinationaliste, antiunitariste. Or les Occitans ont cru qu'une grande nation politique comme la France était garante de la pluriculturalité. Cependant le nationalisme français est l'incompréhension du phénomène pluriculturelle et mène directement à l'idéologie du Front National. Pour ma part, je revendique l'occitan comme langue de culture mais je tiens à dire qu'étant antinationaliste, je suis aussi antirégionaliste dans le sens que je me méfie du nationalisme régional.

le fondement de la culture occitane est pluriculturelle, antinationaliste, antiunitariste.

Tu as été initiateur du travail sur les quartiers, par ton rôle d'animation du comité d'Arnaud-Bernard. Qu'est-ce qui a déterminé ton choix ?

Je suis venu à Arnaud-Bernard en 74. En 68 j'étais très critique sur l'utopie et j'avais envie de vivre le quotidien avec mes voisins de rue. Le comité de quartier s'est créé en 75, ainsi tout le monde pouvait donner son avis. Nous avons eu les premiers problèmes avec les anars qui considéraient un certain nombre d'habitants comme des fachos, les maos sont ensuite venus et ont cherché à instrumentaliser le comité à des fins politiques. Tous les partis politiques ont essayé de récupérer. Le comité a tenu le coup car nous avons cherché des points communs pour faire des choses ensemble tout en faisant valser les étiquettes, nous avons favorisé l'interconnaissance, l'entraide et la solidarité entre les gens pour éviter les fractures. Les habitants venaient pour de petites raisons, chercher un relationnel, c'est ensuite que venaient des aspirations plus vastes. Jour après jour, nous luttons contre l'anonymat et l'individualisme en rendant des services quotidiens. Nous avons réussi



PAS DE CI ... LA RATE

à éviter les dérives, ce qui n'était pas évident malgré l'importance des commerces arabes dans le quartier et bien que nous soyons considérés comme un ghetto, le vote FN est peu important.

Nous considérons aussi que les actions souterraines sont les plus fortes, les actions spectaculaires que le comité a entreprises n'ont servi qu'à favoriser le souterrain, une conscience de solidarité.

Il y a eu en décembre un mouvement social important, comment vous y êtes-vous situés ?

Pour les Fabulous, nous avons été de plain pied avec ce mouvement, dans les manifestations mais aussi dans le soutien notamment lors du concert à la gare. D'ailleurs notre forme de musique a eu une grande efficacité car nous avons pu très rapidement au travers de celle-ci retranscrire les aspirations revendicatives du mouvement. Mais peut-être que je reviens là à la première question !

En tant que citoyen et militant du quartier, cela a été plus complexe, les revendications sur le quar-

tier ne se situent pas sur le même plan que celles développées par le mouvement de décembre. Chacun pouvant avoir des intérêts antagoniques suivant sa qualité professionnelle. Le comité a favorisé l'échange de points de vue, il a permis des bases de discussion et a apaisé des relations conflictuelles. Ainsi les associations de quartier ont pu se révéler comme base arrière pour les actifs du mouvement (tirage de tracts, dépôt de banderoles, etc.). Je pense que les quartiers ont un rôle fondamental à jouer dans les moments de lutte car face à l'organisation pyramidale de la société, ceux-ci sont un réseau horizontal de solidarité à échelle humaine.

Nous ne devons pas tout attendre de l'Etat mais au contraire nous avons à lui imposer notre point de vue.

Les intermittents du spectacle mènent aussi des luttes. Vous reconnaissez-vous au travers de ce mouvement ?

Les gens ne se rendent pas compte que le statut français est très avantageux même si ça n'est que pour une minorité des intermittents. Malgré tout je trouve que le mouvement se tourne trop

vers l'Etat pour résoudre les problèmes ! Nous devons construire nous-mêmes nos propres solidarités non corporatistes mais professionnelles, nous impliquer dans le mouvement social et culturel, car les deux sont liés. Y être impliqué en tant qu'artiste, mais aussi comme acteur dans l'action. Nous ne devons pas tout attendre de l'Etat mais au contraire nous avons à lui imposer notre point de vue.

Tu es aussi actif autour d'un village appelé Saint-Antonin Noble-Val, qu'y fais-tu et y a-t'il une cohérence entre tes activités à la ville et à la campagne ?

Les choses se passent tout à fait différemment dans un village. Je peux, tout en n'y allant que quelques semaines par an, y apporter certaines compétences acquises à Toulouse, mais surtout j'y apprend plus de choses qui relativisent mes points de vue. Construire des relations militantes grandes villes-villages me semble important, car je pense que, dans les années qui viennent, beaucoup de gens iront chercher de l'espace loin des grandes concentrations et qu'il faut le préparer. ■

Propos recueillis par Jean-Marc I.

A LA RECHERCHE DU LIEN SOCIAL

A l'occasion des Assises Nationales du Travail Social organisées par le journal Toulousain «Lien social» les 5, 6 et 7 juin 1996, à Toulouse, 500 travailleurs sociaux de toutes origines, régionales et professionnelles, se sont réunis en Assemblée Générale et ont rédigé cet appel, proposé à la signature de l'ensemble des participants et diffusé aux médias.

«Nous travailleurs sociaux, refusons de cautionner un système qui crée des exclus, alors que les richesses produites pourraient satisfaire l'ensemble des besoins des femmes et des hommes.

Nous refusons de gérer la précarité et de n'être que des agents de politiques sociales à court terme, n'ayant d'autre but que de maintenir la paix sociale.

Nous refusons d'être désignés comme boucs-émissaires d'une société qui génère elle-même ses inégalités et ses injustices au profit d'une minorité.

Nous constatons que les choix politiques et les orientations économiques désespèrent de plus en plus de citoyens et ouvrent la porte à toutes les dérives.

Nous refusons tout système qui porte atteinte à la dignité des êtres humains (cf. le projet de fichages des usagers : A.N.I.S).

Nous réaffirmons que doivent être respectés les droits des citoyens inscrits dans le

préambule de la constitution : droit au logement, droit au travail, droit à la protection sociale,....

Ce texte devrait permettre de concrétiser le ras le bol exprimé par une grande ma-

jorité de participants et de mettre en relation les diverses coordinations déjà existantes dans l'Hexagone.

Affaire à suivre ...



**LA MÉDIATION DÉVELOPPE DU LIEN SOCIAL
LÀ OU IL N'EXISTE PLUS**

LA COHORTÉ DES IMBECILLES

POUR LA
NATION ET LA
PURIFICATION
ETHNIQUE

POUR LE
C.A.C. 40 ET
LA LIBERTÉ
PATRONALE

POUR LA
LIBERTÉ DU
TRAVAIL ET
LA DISPARITION
DES ALLOCATIONS
DE CHÔMAGE

POUR
LA VIE
DES LA
CONCEPTION

POUR LA
POLICE
ET POUR
L'ARMÉE

POUR LA LOI
ISLAMIQUE

POUR DIEU
ET POUR
L'ÉGLISE

POUR LE
CHEF ET
POUR LA
PATRIE



S.U.D. Education planche

Comme dans d'autres secteurs de la Fonction publique, des personnels de l'Education nationale, refusant de sombrer dans les dérives droitières d'un syndicalisme prestataire de services, ont quitté la CFDT. Ils viennent de créer SUD Education Midi-Pyrénées.

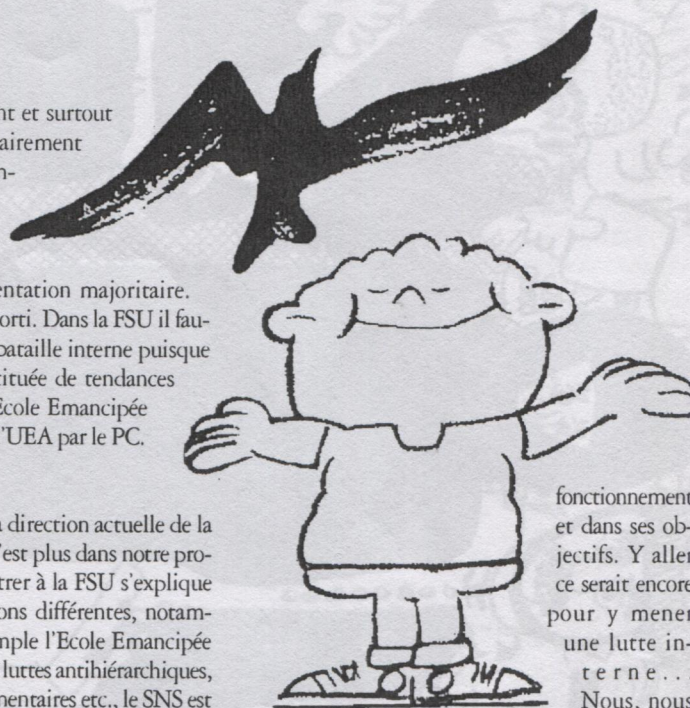
Le Coquelicot : Quelles sont les raisons qui vous ont déterminés à quitter la CFDT, à créer un SUD Education. Pourquoi ne pas avoir rejoint un syndicat existant ?

YVES : Quitter la CFDT, c'est une idée qui date d'avant décembre. Mais décembre a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Pendant les dernières grèves, on était dans une organisation confédérale qui a manifestement tout fait contre le mouvement auquel, en tant que SGEN-CFDT à Toulouse, nous avons participé. On s'est trouvé en opposition à la fois au gouvernement et à notre propre organisation. Pour nous ce n'était plus possible. Mais le type de syndicalisme développé par la CFDT en décembre ne date pas d'aujourd'hui. Nicole Notat a fait du réformisme, tendance cogestion, sans projet syndical, sans projet de société. Cela ne nous convenait pas depuis un bout de temps, disons depuis 79 lorsque le recentrage avait été mis en place par Edmond Maire. Mais pourquoi ne pas rejoindre une autre organisation ? On peut en dresser la liste : la CGT, la FSU principalement, ou la FEN (rires). Pour la FEN, on pense que la CFDT la rejoindra puisqu'elles ont des positions communes ; c'est le même type de syndicalisme de cooptation, de cogestion, de pouvoir etc. et toutes les deux acceptent l'économie de marché. La FSU, on n'en veut pas : on en a marre

des luttes de tendances. A l'intérieur de la CFDT on était toujours opposant ; c'est devenu fatigant et surtout inutile. On a compris clairement en décembre qu'il était impossible d'avoir davantage de poids à l'intérieur de la confédération et à terme de renverser l'orientation majoritaire. C'est pour ça que l'on est sorti. Dans la FSU il faudrait reprendre la même bataille interne puisque cette fédération est constituée de tendances politiques différentes. L'Ecole Emancipée tenue par la LCR et pour l'UEA par le PC. Il faudrait s'inclure dans ce jeu de tendances

pour, à terme, renverser la direction actuelle de la FSU. Ce type d'exercice n'est plus dans notre projet. Mais notre refus d'entrer à la FSU s'explique aussi par des revendications différentes, notamment sur l'école. Par exemple l'Ecole Emancipée a carrément abandonné les luttes antihiérarchiques, le refus des heures supplémentaires etc., le SNS est toujours à la traîne. Nous avons peu de choses en commun avec la FSU qui est l'exemple même d'un syndicat bureaucraté. Nous on veut fonctionner en AG souveraines ; or à la FSU, la délégation de pouvoir fait que les décisions sont prises par quelques-uns. Un autre élément qui est absent à la FSU ce sont les liens interprofessionnels ; elle n'est constituée que de catégories distinctes : les insits sont au SUIPP, les profs au SNES, il y a même un syndicat d'inspecteurs. L'ensemble n'a aucun lien horizontal. En ce qui nous concerne nous voulons développer un syndicalisme où dans la même organisation on pourra discuter avec un prof de fac, un agent de service d'établissement (ATOS), etc.

La CGT, quant à elle, offrirait l'avantage pour nous d'être une confédération mais c'est un syndicat majoritairement stalinien à la fois dans le



fonctionnement et dans ses objectifs. Y aller ce serait encore pour y mener une lutte interne... Nous, nous voulons créer

un syndicalisme qui soit un outil de luttes et non une machine à conflits internes visant les prises de pouvoirs.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées, en interne comme en externe, comme on dit aujourd'hui ?

Il est vrai que l'on a rencontré des difficultés : il a fallu passer par un processus de scission à l'intérieur du SGEN ; ici à Toulouse on a eu un congrès. La même chose a eu lieu à Paris, en Saône-et-Loire, dans le Val de Marne, etc. C'est une démarche entamée dès janvier. Cela n'a pas été simple partout. En Haute-Garonne l'idée de faire un congrès du SGEN départemental en proposant une motion de scission « sortiste » a été acceptée par le conseil syndical de l'époque. On a donc pu mener le débat même s'il y eu quelques tensions. Mais ce qui est sûr c'est qu'au niveau national, il n'a pas été jugé bon de faire une assemblée générale pour poser le problème du « malaise » à l'intérieur du SGEN. Donc, tout s'est passé et se passe encore, dans les départements.

Peux-tu nous indiquer le nombre et le niveau d'implication de militants qui vous ont suivis dans cette démarche de construction syndicale ?

Pour certains, le refus de sortir s'explique par la recherche de la carotte. On le voit au niveau national ou dans des régions traditionnellement oppositionnelles dans la CFDT comme la Basse Normandie ou Provence Côte-d'Azur ; même des gens du SGEN opposants de longue date à la direction



où l'on récapitule...

Comme je vous le narrais avec conviction lors de notre précédente rencontre (le Coquelicot n° 6), la FEDERCIES, qui regroupe des Compagnies de danse et de théâtre, s'oppose fermement au dispositif de licence d'entrepreneur de spectacle imposé à nos associations par le biais d'un décret d'application de Ministère de la Culture : celui-ci pousse nos compagnies vers un champ commercial (ou au choix dans la tombe...) que nous ne voulons ni ne pouvons assumer. La notion de rentabilité nous semble incompatible avec nos choix et réalités d'un service public en matière de culture de qualité, diversifié et accessible partout à tous... sujet ô combien d'actualité !

La volonté sous-jacente du gouvernement est claire : faire disparaître tout ce qui ne génère pas de profit ou peut être dérangeant et instaurer peu à peu une culture officielle rebaptisée "officieusement" par nos soins : culture d'état ?

où l'on sent poindre l'interdiction professionnelle...

Autre aspect qui concerne tous les citoyens de ce pays soucieux des libertés fondamentales : c'est le préfet qui a le pouvoir d'attribuer cette licence, après avis d'une commission soi-disant représentative et indépendante (ah! ah!...). Sans licence, point de salut ni de possibilité d'exercer son métier.

où l'on sent poindre - à tort - les donneurs de leçons ...

Bien sûr, encore trop nombreux sont les "bien-pensants" qui nous ont gentiment ri au nez en prétendant qu'aucun préfet en République ne peut interdire un spectacle ou à une compagnie d'exercer son art, excepté dans l'imaginaire d'alarmistes ringards ou autres gauchistes attardés...

Et pourtant un exemple malheureusement très concret et convaincant vient de se produire dans notre "fringante" République.

où l'on en arrive aux faits ...

Le préfet du Var, Marchiani, pote à Pasqua a exercé le chantage suivant au directeur du Festival de Châteauevallon, Gérard Paquet, déjà dans le collimateur du Maire de Toulon, Jean-Marie... Le Chevallier : "soit vous retirez de votre programmation le groupe de rappeurs NTM (Nique ton Maire??!), soit je m'en vais vous sucrer les subventions qui permettent à votre festival d'exister..." parce que NTM -vu son répertoire- va à l'encontre des goûts (des bruits et des odeurs ?) et des désirs de sa Majesté Marchiani, Préfet du Var, Chrétien de surcroît et à ce titre soi-disant garant des valeurs de la famille ...

où l'on conforte ses propres convictions ...

Alors, du coup, on se sent moins seuls et plus que jamais convaincus de l'urgence de notre combat tant juridique que politique : un manifeste de FEDERCIES accompagné d'un texte de soutien à signer et à faire signer est à votre disposition en écrivant au journal, sur nos lieux de spectacles et au local de FEDERCIES - 54 rue Milhès à Toulouse.

Premiers signataires : SUD PTT, Elus verts au Conseil Régional, Cinéma UTOPIA Contactés et pressentis : Fédé des MJC, Droit au Logement, Ligue des Droits de l'Homme, Ras le Front, Agir contre le Chômage, Les Francas etc... et vous, votre mouvement, votre syndicat, votre association par le biais de cet article... car le problème est global et la réponse se doit donc d'être collective et rapide... ■

Patrick

de la CFDT ne sont pas pour sortir car se jouent des postes, du pouvoir, des décharges de services etc. C'est une attitude que l'on a retrouvée en Haute-Garonne. Il est sûr que dans l'actuelle re-composition syndicale cela joue encore. En Basse-Normandie certains qui sont en place ne veulent pas quitter le navire comme ça et ils estiment qu'ils peuvent faire le syndicalisme de leur choix sans problème venant de la confédération.

D'une façon générale, on observe que chaque fois qu'il y a un congrès départemental de la CFDT, la proportion de partants est toujours la même : un tiers. Un second tiers reste pour se battre à l'intérieur et le reste s'affirme pro-Notat.

Sur Toulouse, cela donne quatre-vingt personnes qui, pour l'instant, se retrouvent dans les AG de SUD Education, nombre qui dépasse largement celui des militants qui ont initié le départ du SGEN. De nombreux non-syndiqués viennent, attirés par un nouveau type de syndicalisme et ça c'est positif. Le fonctionnement en AG permet de raccrocher; cela contredit l'argument avancé par certains qui disent qu'avec moins de 10% de syndiqués en France, il serait idiot de créer une nouvelle organisation. Ce nouveau type de syndicalisme vise à syndiquer ceux qui ne l'étaient pas, ou qui ne l'étaient plus par dégoût des syndicats existant ou par le type de syndicalisme développé depuis des années.

Quel espoir fondez-vous dans la création et le devenir d'un tel syndicalisme dans le panorama socio-politique actuel ?

D'abord le fait de rassembler des gens sur un terrain syndical est important. En même temps, il

y a les idées que l'on va pouvoir mener ensemble de façon différente : avant on passait par tout un filtre bureaucratique avant d'aboutir à une décision. Par exemple une question comme la lutte contre la hiérarchie sur laquelle nous sommes assez branchés à SUD Education, au SGEN, il fallait ramer pendant des années pour qu'au moins dans un texte de congrès il y ait deux lignes. Et en plus, elles ne se traduisaient pas sur le terrain revendicatif. Elles servaient de caution morale pour l'ensemble du SGEN. L'espoir que l'on fonde à SUD Education c'est que sur certains thèmes importants que nous voulons développer, comme la suppression des heures supplémentaires qui limitent les emplois dans l'éducation nationale, la lutte contre la précarité, etc., on puisse être porteurs de la même revendication que nous avons élaborée ensemble. On aura plus d'espace et plus de facilité d'action sur ces thèmes puisque on n'aura plus ces filtres nous obligeant de passer par des échelons internes, interminables. Développer à la base ce type de fonctionnement dans les établissements, avec toutes les catégories de personnel, est sous-tendu par un autre projet de société, l'autogestion.

Le concept d'autogestion est quelque chose qui se parle dans le SUD Education ?

Oui, bien sûr et on ne s'en est pas cachés lors de notre départ de la CFDT. On en parlait déjà à l'intérieur ; le SGEN avait encore le mot dans ses statuts mais cela n'avait plus de consistance. Moi je pense qu'il y a quelque chose à faire de ce côté là. L'autogestion n'a jamais été essayée on peut décrier les systèmes qui ont fait faillite, le stalinisme, le capitalisme. L'autogestion est un mode de fonction-

nement qui peut se vivre dans des tas d'endroits y compris dans les luttes. Le mouvement de décembre est très important pour ça : chez les insatis à Toulouse par exemple c'était un mouvement autogéré, fonctionnant en AG souveraine. C'est un modèle de syndicalisme. Ce fonctionnement peut être reproduit dans l'éducation nationale. Dans le premier degré (maternelle, primaire) il n'y a pas encore de chef d'établissement; le conseil des maîtres peut avoir un rôle accru et prendre des décisions collectives concernant la conception de l'école, les méthodes pédagogiques, etc., c'est aussi ça l'autogestion. Ce terme important, définit aussi notre démarche syndicale. ■

Propos recueillis par
Juanito.



JUIN 1995, LA HAVANE

M. explose d'un coup, son désarroi déborde subitement, la coupe est pleine.

«...Lorsque ça va péter il ne restera rien, seule la violence apportera la libération!»

Je lui dis que le cauchemar finira dans quelques jours... pour nous.

«Et les autres! Je râle pour les autres! Les gens font la queue pendant des heures pour du pain minable, de la farine médiocre, conservée de longs mois dans l'humidité tropicale.»

Miquel, Miguel comme ils l'appellent (ses origines catalanes restent ici du domaine de l'abstraction), continue de souffrir pour ce peuple insulté, bafoué, le peuple cubain.

Depuis notre arrivée à la Havane, il y a plus d'une semaine, nous sommes plongés dans un univers désolé, véritablement hostile au genre humain. L'hypocrisie de ce système présenté comme un modèle idéal, nous assomme un peu plus chaque jour de ses aberrations : dans la rue, la pauvreté, dans les hôtels, la nudité, jusqu'à cette femme, notre logeuse, qui nous extorque les dollars qu'elle n'investira pas dans notre bien-être.

Pas de lait, rarement des fruits, encore moins des légumes et de la viande. Sur une île splendide et luxuriante!

Il faut passer par le marché noir pour en obtenir, ce qui n'est jamais une mince affaire.

«C'est le pays où les Riches ne sont même pas riches! Restent le climat et la musique heureusement. Imagine un autre peuple dans les mêmes conditions! Le chaos!»



Un frisson d'horreur nous parcourt immédiatement l'échine. Nous pensons au même instant aux raisons qui poussèrent tant de Cubains à préférer affronter un impitoyable océan plutôt que de subir cette idyllique société.

Et nous mesurons notre chance de n'être pas des Cubains perdus sur une «balsa». Vraiment Cuba est une immense balsa.

Zoé Valdès écrivait de son pays «Le Néant Quotidien». C'est bien de cela dont il s'agit. Entre

son oeuvre crue et le «Fresa y Chocolate» tendre et romantique, nous découvrons enfin la réalité occultée par le film.

Bien plus délabrée est la couleur locale, comme la dépeint cette écrivain Cubaine sans peur ni complaisance, dans son pertinent roman, véritable cri déjà consumé.

Quelle violence devant tant d'anéantissement est-elle encore possible? Alors qu'à l'origine même de cette situation est la Révolution ? ■

Myriam

MODERNITÉ DE LA RÉVOLUTION (SUITE ET FIN)

Malgré ou à cause des différentes manifestations, débats et fêtes dans Toulouse ce W.E là, l'association « Modernité de la Révolution espagnole » a tenu, avec la participation de 100 et 120 personnes, ses deux journées de réflexions autour du thème :

« Révolution espagnole et modernité » 1936 - 1996

Soixante ans que la révolution espagnole a donné un visage à «l'utopie» : la prise en main par le plus grand nombre de leur destinée à travers l'organisation de la collectivisation et de l'autogestion.

Les deux journées du 8 et 9 juin, organisées par l'association « Modernité de la Révolution espagnole » avaient pour objectif, d'une part de faire vivre dans la mémoire ces événements historiques, d'autre part de penser aujourd'hui la nécessaire transformation de notre société. La première journée a montré les réalisations de ce formidable élan avec deux films : l'un documentaire « Espagne 36 » réalisé par le Rhedid, une association historique libertaire de Paris, l'autre tourné par deux cinéastes américaines vivant à Barcelone, Lisa Berger et Charolles Mazer, « De toda la vida » (femmes dans la Révolution espagnole). Dans le débat qui a suivi, Paso Marcellan de la CGT espagnole a mis l'accent sur la dimension culturelle de cette révolution qui a vraiment mis l'homme au centre de ses réalisations. Après la discussion où de nombreuses personnes ont pris la parole, une douce soirée Tapas et Musique, avec le groupe Toulousain Félix la Putaragne, a clôturé cette première journée. Trois générations espagnoles et françaises «chan chado tartulla». Changer la vie, c'est toutes les dimensions de l'être et surtout la ludique.

Le lendemain, Lisa Berger a exposé les problèmes de recherches d'acteurs «motivés» pour les scènes de collectivisation dans le film de Ken Loach «Land and Freedom». Miguel Quintana, figure centrale de cette scène inoubliable où les habitants du village en question décident la collectivisation des terres, lui a succédé. Miguel a fait passer sur toute l'assistance, un frisson d'émotion, présent et passé se sont interpénétrés de manière hallucinante. Cette scène qui a tant fait pour le film, a trouvé son héros. Pour les organisateurs, ce film doit son succès au talent de Ken Loach mais aussi au fait qu'il arrive à un moment où il peut être entendu.

Ce qui amenait, tout naturellement, à la situation actuelle. Deux débats ont suivi, le premier sur l'économie et la démocratie avec Patrick Mignard et Michel Démars, l'autre sur l'éducation. Penser les transformations sociales et économiques nécessaires pour sortir de l'impasse actuelle de notre société, machine à produire le chômage et l'exclusion, a été le but de cette deuxième journée. Nous devons souligner l'apport de Frank Mintz au débat, à partir de sa grande connaissance de l'autogestion en Espagne.

N'oublions pas la belle exposition d'affiches et de photos de l'époque, de l'école aux J.O barcelonnais de 1936. Saluons les initiatives spontanées nées autour de ces deux journées notamment le dossier dans le journal «L'Echo de Ranguel» réalisé par Marie-Hélène R. et André C. avec les témoignages d'espagnols vivant dans le quartier de Ranguel.

P.M.

LA CNT ET LA CGT ESPAGNOLE :

Une hirondelle ferait-elle le printemps ?

A Grenade, du 6 au 10 Décembre 1995, s'est tenu le congrès de la CNT espagnole. Au terme des quatre jours, José Luis Velasco a été élu secrétaire et le comité national a changé d'adresse; son siège se trouve désormais à Madrid (C/ Magdalena 29 2° izda. 28012 Madrid).

Mais le point le plus important n'est pas là. A l'issue du congrès, le nouveau secrétaire national aux affaires extérieures de la CNT a fait parvenir à la CGT une lettre dans laquelle il annonce une évolution importante de sa centrale syndicale : le changement d'adresse de la CNT est le signe de sa volonté de se rapprocher de la CGT et ainsi mettre fin aux années de séparation, de brouilles et de conflits qui ont opposé les deux plus importants pôles de l'anarchosyndicalisme espagnol. En

effet, depuis 1976, date du congrès de Valence qui donna naissance à la CGT, cette bipolarisation, résultat d'une divergence de tactique syndicale, avait engendré une bataille fratricide et juridique épuisante pour les militants.

Cette simple lettre a fait naître de grands espoirs dans le mouvement anarcho-syndicaliste et libertaire en Espagne mais aussi ailleurs, chez tous ceux qui, dans leur lutte quotidienne, se réfèrent à ce mouvement. On ne peut que saluer toutes les pro-

positions d'unité, de recomposition, de rapprochement dans le mouvement syndical, alternatif et politique qu'elles viennent d'Espagne ou d'ailleurs. C'est un pas essentiel dans la lutte contre l'Europe du capital qui, en quelques années, a su vérouiller l'Europe avec Schengen, accroître la « fracture sociale » avec 20 millions de chômeurs et autant de précaires et museler le mouvement social et syndical. ■

Juan

Mercredi 1er Mai 1996
Fête de la Paresse.

Cher Bruno Coquelicot,

En réponse à ton problème (Coquelicot N°6), je te livre ma solution. C'est la mienne mais si elle te plaît je te la donne volontiers. Au cas où elle ne te conviendrait pas, garde là quand même. On ne sait jamais, ça peut servir.

Je reviens rapidement sur « la logique de la société X ». Qu'elle soit X, Y ou Z une entreprise d'aujourd'hui ne répond à aucun autre impératif que celui de faire du pognon, du fric ou du blé; en aucun cas elle ne devra céder aux revendications utopistes et dangereuses pour la société actuelle de ces groupuscules de gauche, voire libertaires (les pires selon Jean-Marie), qui dévient les braves consommateurs de leurs aspirations naturelles.

Bref, tout ça pour dire que la logique commerciale exige que l'on pousse celui qui se trouve devant soi dans le bas-côté, si l'on ne veut pas y être expédié par le gugusse qu'on a derrière. Je sais pas si je me fais bien comprendre, mais une chose est sûre: à chaque coup, c'est nous qu'on l'a dans l'cul! Nous : les usagers. Ceux qui se laissent faire (tant pis pour eux!) et les autres qui se battent contre ce système auront beau demander des voyages gratuits ou moins chers, le pouvoir de décision se trouve entre les mains de Monsieur X, patron de la société du même nom. Enfin, pas totalement...

Il reste, en effet, en France un petit droit non négligeable dont il faut user avant que la droite extrême ne le fasse disparaître: le droit à la grève.

Non! Restez là! J'ai pas fini.

La grève donc. La grève qui dure trois semaines, ou bien trois semaines, voire même... trois semaines (rappelez vous « Le syndicat » de Coluche; ça a plus de vingt ans, mais rien n'a vraiment changé). Ah! La grève oui, mais pas celle de F.O. et des syndicats lècheurs de bottes à clous du patronat, non!

La grève, la vraie! Celle qui ferait trembler les patrons et les partis jusqu'au fond de leurs coffres « made in Genève ». Et puis ça s'appellerait plus une grève, mais une révolution, si on arrêterait tous de trimer jusqu'à la mort.

La révolution « passive », sans armes ni larmes, les doigts de pieds en éventail, à siroter une bière au mezcal troquée à son voisin de palier contre une vieille paire de jumelles qui lui permettraient de voir son ancien patron se dépatouiller seul dans son usine et crier grâce à ses anciens esclaves et nouveaux bourreaux de revenir trimer sans réfléchir. Mais ces bourreaux seraient pacifistes et fainéants et ne daigneraient même pas se déplacer pour enterrer ce colon des temps modernes agonisant, bien trop occupés qu'ils seraient à goûter les plaisirs de la vie et boire au bonheur de tous les oisifs de la terre. Oisifs qui se seront accordés en ce jour unique de l'Histoire de l'Homme (et de la Femme). Le jour où ils se seront libérés de cette qualité-Jekyll trop vite devenue un défaut-Hyde, cette nécessité de survie trop vite déformée en une négation de la vie: le travail, quotidien de surcroît.

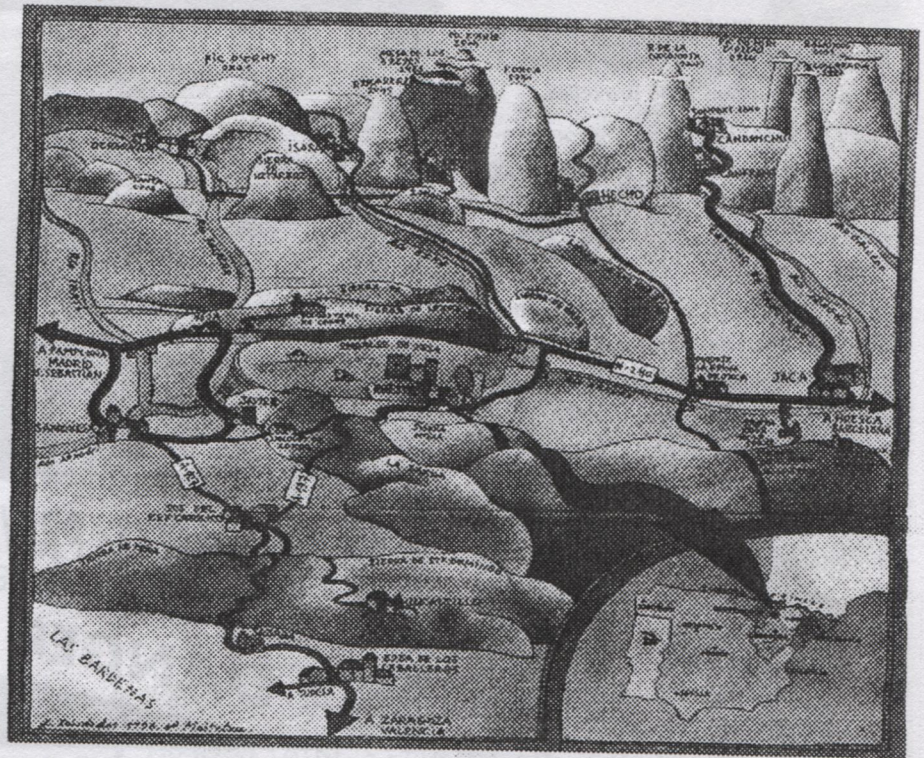
Ne vivons plus pour travailler ! Ne travaillons pas pour vivre ! Vive les paresseux !

Grégory

PS1: Désolé d'avoir dévié en cours de route et de n'avoir pas répondu au problème initial. Cependant, en relisant, je me suis dit que cela pourrait être une réponse satisfaisante aux questions de retraite et de salaire. Quant au rôle de l'État, je pense qu'il devrait se cantonner à assurer une bonne santé (autant que possible) et une bonne éducation aux citoyens, et ne plus s'occuper de libéralisme et de concurrence sans fin.

PS2: Lisez « Le droit à la Paresse » de Paul Lafargue. Si je ne vous ai pas convaincu des vertus de ce vice, lui le fera sûrement.

RUESTA : Un an déjà depuis la rencontre internationale organisée par l'Alternative libertaire. Un peu d'histoire : les musulmans fondent le village et érigent la forteresse au X^e siècle, tout cela passa sous la coupe (réglée) du roi d'Aragon et puis de batailles en conquêtes, de franquisme au manque d'eau (quel rapport?) le village fut abandonné dans les années 60 et concédé en 1988 à la CGT Espagnole pour 50 ans. Maintenant, c'est un village de vacances pour tous ceux et celles qui ne veulent pas bronzer idiots. Les rencontres sont fort sympathiques et la taverne accueillante. Il y a une possibilité de camping et de gîte. Contact : Tél 948/39 80 82. Dans tous les cas, ne pas oublier de faire suivre cet animal fabuleux qui a pour nom «Le Poulpe».



LIBER... TERRE

J'avais le genou qui me lançait. Un vrai coup de poignard, juste là sur le coté du ménisque. Qu'est-ce que je foutais là à monter un Escalator en panne dans un aéroport de province, au lieu de contempler mes bronzais en plein centre ville?

Il y a des coups de coeur que l'on explique pas. Depuis une semaine je tournais en rond. Pas moyen d'avoir la moindre concentration sur le travail que j'étais censé rendre d'ici moins de 10 jours maintenant.

J'avais la démarche du zombie moyen. Mi glauque, mi hilare quand personne ne s'y attend. L'idiot parfait.

J'avais croisé Lucie un soir d'avril entre un soleil ocre et le bruissement du vent dans les acacias. Depuis, ses fossettes où s'accrochait un sourire d'enfant, me hantait et me faisait perdre de vue ma voiture sur les parkings de supermarché.

- Tu nous la fait cette critique en 1500 lignes oui où merde ?

9 h et 4 lignes se battaient en duel sur mon écran. J'arriverais à rien, c'est sûr!

Du coup, j'ai remis un texte creux comme un crâne de Lepeniste manière de me dégager de mes obligations, et j'ai filé vers l'aéroport. J'avais cru comprendre qu'elle arriverait le 9 après un séjour en Allemagne.

Pourvu que la bière ne soit pas hors de prix au bar de l'usine à voyages.

J'avais la très nette impression que ma journée serait encadrée par le marbre gris et les sourires des hôtes d'accueil.

J'ai garé la voiture sur le parking à la journée et attendu Lucie.

Faut croire au hasard, à la vie.

J'ai repéré le bar «Latécoère» coincé au fond du hall. Une sorte de terrasse sans soleil qui sentait

la Javel et le déodorant coincé juste à coté des chiottes.

J'ai commandé un demi, ce qui m'a valu le N° 124 sur le ticket de caisse.

C'est dur de penser que même avec un demi sur les coups de 11 heures, on possède encore un numéro. Ça fait combien d'enjambées pour les serveurs ?

La technique, on y échappe pas. Jamais absente de votre espace vital. En plein dans mon champ de vision, un écran de 70 cm me débitait les heures d'arrivée des prochains vols, juste là au-dessus de ma tête.

Déjà que j'avais un air allumé, avec les yeux rivés sur le programme de la chambre de commerce ça passait à la puissance dix !

Tout en sirotant mon jus de houblon, j'ai voyagé de Liverpool à Paris, de Londres à Rotterdam sans perdre plus que ce qui revenait de droit au louffiat de service.

Rien ne s'inscrivait en provenance de la lande Germanique. Rien de rien et plus le temps passait, plus le ridicule de la situation pesait sur mes épaules. C'est un loukoum, un vrai loukoum qui venait d'annoncer l'arrivée de l'Airbus.

Un loukoum aux fréquences graves avec une pointe de fraîcheur au creux du cube de délice. C'est à ce moment-là que s'est affiché en lettres jaunes citron : 12h35. Francfort Via Bordeaux, Arrivée Porte 2 !

J'en ai lâché mon demi ! J'allais croiser Lucie avec un sac à dos rempli de souvenirs dont je ne faisais à coups sûr pas partie. Le tout avec un regard flou, et la connerie visible à 5km à la ronde du type qui se croit encore dans une vie où le romantisme a encore sa place.

J'ai respiré un grand coup et regardé l'horloge digitale : 12h 10 et une éternité de secondes.

J'ai bien failli rester assis là, cloué par cette histoire, quand un grand balaise, style joueur du 15 de France à jeté son sac entre mes pieds et la table où il s'écroulait.

J'ai lancé un sourire un peu niais genre : « vous me dérangez pas mais allez souffler ailleurs » et enfilé ma bière tout en fermant ma main sur le compte exact de la consommation.

« Drôle de bar », m'a t-il lancé, comme si un planeur de mon acabit pouvait lui adresser la parole.

« Un peu froid, j'ai fait », encore plus con que d'habitude.

« Vous partez où vous arrivez ? »

Merde, voilà que mes 100kg de muscles allaient entamer la causette au moment où la pendule affichait 12 h 25 !

Plus que 10 mn avant que l'Airbus ne se pose. Avant que plus rien ne soit comme avant.

Faut croire à l'avenir, juste bousculer le présent. J'ai foncé vers la porte 2 au moment où les premiers passagers descendaient les escaliers de marbre gris.

J'allais me retrouver sans voix c'était certain. Lucie débarquait enveloppée dans un tee-shirt à rayures bleues, un sac de cuir en bandoulière. Ses fossettes n'avaient pas pris une ride et son grand regard a fixé le mien pendant au moins 20 secondes. Pas plus, j'allais fondre sur place !

J'ai dandiné un peu sur mes 2 jambes, fais tomber mes cigarettes, allumé le filtre et lancé un salut dans le plus pur style enrôlé.

« J'étais sûre de vous croiser au cours d'un voyage » m'a t'elle dit.

J'ai regardé derrière moi si une gravure de mode masculine me suivait manière de me piquer la place et je lui ai lancé le plus d'ondes positives que je pouvais donner en un moment pareil !

ON A RECU

- **ALTERNATIVE LIBERTAIRE DE BRUXELLES** n°184, 22 Mars éditions 2 rue de l'Inquisition 1000 Bruxelles.
- **CETTE SEMAINE** : n°59 avec au sommaire un dossier très documenté sur les prisons. n°60 avec un dossier sur les «sans papiers» clo Bernet BP 275 Nancy cedex.
- **CONFRONTATION** : n°32 OSL/Vaud, case 687, 1000 Lausanne 9. Un important dossier sur, Rébellion Zapatiste : An 03.
- **A CONTRE COURANT** : n°73 1 rue Hugo F-52100 Bettancourt-la-Ferrée.
- **LE PERE PEINARD** : C'est le premier n° de l'interpro CNT AIT de Perpignan. Il est édité par des anarchosyndicalistes qui défendent une plus grande intervention dans les entreprises se rapprochant ainsi du secteur dit «des Vignoles». Pour l'instant pas d'adresse.
- **ROJO Y NEGRO** Juin 96. 4 pages sous le titre RUESTA (dieu de rencontre) invite à connaître le projet confédéral du syndicat CGT. A ne pas manquer les pages syndicales montrant la vivacité de l'organisation et sa participation sur tous les terrains de lutte, belle leçon d'optimisme s'il en faut. Contact: Rojo y Negro c/Compania, 9, l'izq. 31001 Pamplonallruna Espagne.
- **SILENCE** Ecologie, Alternatives, Non-violence : revue mensuelle 9 rue Dumenge 69004 Lyon.
- **RIRE** : n°9 important dossier pour tout savoir sur la réforme de la défense et toujours des infos sur la vie de l'insoumis et du déserteur. Abonnement 1 an 60 F 33 rue Coutellerie 13002 Marseille.

ON N'A PAS RECU ET ALORS ?

- **SATIRICON** n°5 de Juin Trimestriel Toulousain BP 03 31908 Toulouse Cedex.
- **Le SCAN-DAL-E** Journal des luttes des mal logés et des sans-logis et des positions du DAL. CIDES 1 rue Joux Aigues 31000 Toulouse.
- **AZMA**, Journal d'AYDA

L'expansionnisme du Coquelicot et de l'Alternative Libertaire, le journal de l'AL, continue dans les librairies. On les trouve maintenant à Ombres Blanches, à la FNAC et toujours à la librairie « Jour de fête », rue des Couteliers.

LES MURS EN PARLENT



SOMMAIRE

LA VILLE ROSE ET SES ÉPINES

Interdits de séjour ! p 2

PARLONS-EN

Berlin, l'espoir s'interroge p 3
AC ! au contre-sommet de Lyon p 13

ARGUMENTS

La culture libertaire p 4-5

ENTRETIEN

Claude Sicre des Fabuloux p 6-7

RAPPORTS DE FORCE

SUD-Education planche p 10-11

ON EN REVIENT

Dernier souvenir de Cuba p 12

ON S'DÉTEND

Ruesta p 15

DOUBLE PAGE CENTRALE

La cohorte des imbéciles p 8-9

le
coquelicot

L'Alternative libertaire s'affiche.

Au fil de son expérience l'Alternative Libertaire a pu développer sa structure de façon plus horizontale. Les régions ont mis en place, au fur et à mesure de leur renforcement, une presse régionale; c'est le cas à Toulouse mais aussi en Bretagne, dans le Lyonnais, ou dans l'Essonne. Mais il existe aussi un pôle fédérateur avec le journal national «Alternative Libertaire». Chaque mois, la rédaction s'efforce de publier les analyses sur les luttes sociales et leurs enjeux stratégiques, se fait l'écho des mobilisations et des mouvements qui partout dans le monde contestent l'ordre libéral et la pensée unique, donne la parole à celles et ceux qui se battent pour changer radicalement la société. Ce journal se veut le reflet de l'implantation du courant communiste libertaire dans les entreprises, la jeunesse et les quartiers.

Pendant et après le mouvement de novembre-décembre, tout le monde s'est accordé à souligner l'ancrage du courant libertaire lutte de classes dans le mouvement ouvrier et sa renaissance. Prolonger décembre 95, c'est aussi contribuer à lui donner une assise plus large et plus solide notamment par une presse plus diffusée, plus présente, plus forte pour pouvoir appuyer les luttes, les mouvements et les idées qui permettent d'ébranler le libéralisme et lui opposer des pratiques, des contre-pouvoirs et un projet de société autogestionnaire. Nous avons lancé une campagne d'abonnement au journal « l'Alternative Libertaire ». Aussi, s'il vous reste quelques sous, nous vous invitons à vous y abonner.

Alternative Libertaire : abonnement 70f (10 n°), soutien 200f, chèque Agora 2000 BP 177, 75967 Paris cédex 20.